



MAITRE D'OUVRAGE :



CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE

35 RUE DESCARTES
62 100 CALAIS

TÉL.: 03.21.46.84.57
@ : AG623@ASSURANCE-MALADIE.FR

RESTRUCTURATION DU SITE DE CALAIS

MISE EN CONFORMITE INCENDIE

MARCHE 5/2025

DCE	C.C.A.P. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
------------	---

MARCHE PASSE SUR PROCEDURE ADAPTEE

En application de Article L. 2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018

ARCHITECTE MANDATAIRE MV2 architectes	MV2 ARCHITECTES 118, rue Solférino - 59000 LILLE 03.20.51.47.23 mv2@mv2architectes.com
---	--

SOMMAIRE

1.1 : OBJET.....	4
1.2 : ELECTION DE DOMICILE.....	4
1.3 : DECOMPOSITION EN LOTS.....	4
1.4 : MAITRE D'OUVRAGE.....	4
1.5 : MAITRISE D'ŒUVRE.....	4
1.6 : CONTROLE TECHNIQUE.....	5
1.7 : COORDINATION SECURITE PROTECTION DE LA SANTE.....	5
1.8: ORDRES DE SERVICE.....	5
1.9 : CONVOCATION DU TITULAIRE, RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	5
1.10 : MODALITES DE COMPUTATION DES DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
2.1 : PIECES PARTICULIERES.....	6
2.2 : PIECES GENERALES.....	6
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE.....	6
3.1 : CESSIION ET NANTISSEMENT DES CREANCES.....	6
3.2 : REPARTITION DES PAIEMENTS.....	6
3.3 : REGLEMENT DES COMPTES - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	6
3.4 : FORME ET CONTENU DES PRIX.....	7
3.5 : VARIATION DES PRIX.....	8
3.6 : APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.....	8
3.7 : PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES ACOMPTES.....	8
3.8 : REGLEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT.....	13
3.9 : AVANCES.....	14
3.10 : MODIFICATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX.....	14
ARTICLE 4 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	14
ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE.....	14
ARTICLE 6 - GARANTIE.....	14
ARTICLE 7 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	14
7.1 : PERIODE DE PREPARATION.....	15
7.2 : SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER.....	15
7.3 : PROTECTIONS DIVERSES.....	16
7.4 : PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES.....	16
7.5 : RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	16
ARTICLE 8 - DELAI D'EXECUTION.....	16
8.1 : DELAI D'EXECUTION.....	16
8.2 : PROLONGATION DES DELAIS.....	17
8.3 : DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	17
ARTICLE 9 – PENALITES.....	17
ARTICLE 10 - RECEPTION.....	18

ARTICLE 11 - PROPRIETES INDUSTRIELLES ET INTELLECTUELLES	18
ARTICLE 12 - RESILIATION DU MARCHE	18
ARTICLE 13 - ASSURANCES	18
ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	18

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 : Objet

Le projet consiste en la restructuration partielle et en la mise en conformité incendie totale du site de la CPAM Côte d'Opale.

Les travaux sont définis par le présent descriptif et les plans correspondants qui y sont joints.

Les descriptions des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire du marché est l'unique interlocuteur des entrepreneurs sous-traitants vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre pour l'exécution des travaux.

1.2 : Election de domicile

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire, les notifications se rapportant au marché seront effectuées à la CPAM Côte d'Opale, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au pouvoir adjudicateur, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.3 : Décomposition en lots

Les travaux sont répartis en 6 lots comme suit :

- ☐ LOT 1 Gros Oeuvre & Curage
- ☐ LOT 2 Plâtrerie, Faux plafond et agencement
- ☐ LOT 3 Carrelage et faïence
- ☐ LOT 4 Peinture & sol souple
- ☐ LOT 5 Courant fort & courant faible
- ☐ LOT 6 Plomberie & CVC

1.4 : Maître d'ouvrage

Caisse primaire D'assurance maladie
35 rue Descartes
62 100 Calais
Tél.: 03.21.46.84.57
@ : ag623@assurance-maladie.fr

1.5 : Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sur ce chantier est assurée par la société MV2 Architectes (mandataire).

ARCHITECTE

- | | |
|------------------------------|--|
| - Désignation | MV2 ARCHITECTES. |
| - Désignation complémentaire | Philippe MARGUIER et Guillaume WATTEL. |
| - Adresse | 118, rue Solférino |
| - Code postal - Ville | 59800 LILLE. |
| - Téléphone | 06 25 40 61 84 |
| - Email | mv2@mv2architectes.com |

BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES

- Désignation	BA.BAT
- Adresse	Z.I. 980 Avenue Charles Pecqueur
- Code postal - Ville	62 620 RUITZ
- Téléphone	03 21 53 59 26
- Email	yannic.decamps@ba-bat.com

1.6 : Contrôle technique

BUREAU DE CONTROLE

- Désignation	VERITAS
- Adresse	Parc d'activité de l'Etoile, rond-point de la porte de lille
- Code postal - Ville	59 791 GRANDE SYNTHE
- Téléphone	06 70 21 95 62
- Email	christian.boumier@bureauveritas.com

1.7 : Coordination sécurité protection de la santé

CSPS

- Désignation	VERITAS
- Adresse	Parc d'activité de l'Etoile, rond-point de la porte de lille
- Code postal - Ville	59 791 GRANDE SYNTHE
- Téléphone	07 87 14 12 01
- Email	frederick.joly@bureauveritas.com

1.8: Ordres de service

Les ordres de service sont écrits, ils sont signés par le maître d'œuvre, datés et numérotés. Le titulaire en accuse réception datée.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'œuvre, dans un délai de 15 jours.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part, à l'exception des seuls cas que prévoient les articles 15.2.2 et 46.2.1 du CCAG travaux.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

En cas de groupement, les ordres de service sont adressés au mandataire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

1.9 : Convocation du titulaire, rendez-vous de chantier

Le titulaire, ou tous les membres du groupement, le cas échéant, ou son représentant se rend dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

1.10 : Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Application des dispositions prévues à l'article 3.2 du CCAG travaux.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 : Pièces particulières

- Les actes d'engagement et leurs annexes éventuelles
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A P.)
- les cahiers des clauses techniques particulières
- Les pièces graphiques
- Le Plan Général de Coordination (P.G.C.)
- Le diagnostic amiante
- Le DPGF
- L'attestation de visite
- RICT
- PGC
- DIUO

2.2 : Pièces générales

L'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE

L'unité monétaire du marché est l'euro.

3.1 : Cession et nantissement des créances

Si le titulaire souhaite nantir sa créance, les dispositions prévues à l'article 14 du décret n° 2018-1075 du 3/12/18 sont applicables.

La cession et le nantissement de créances professionnelles sont prévus aux articles L313-23 à L313-29-2 du code monétaire et financier.

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

3.2 : Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, à ses cotraitants et à leurs sous-traitants.

3.3 : Règlement des comptes - Délai global de paiement

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.
En cas de paiement d'intérêts moratoires, le taux appliqué sera celui en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.4 : Forme et contenu des prix

Les marchés sont passés à prix global et forfaitaire. Le prix est celui indiqué à l'acte d'engagement de l'entrepreneur.

Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la décomposition du prix global et forfaitaire des travaux ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification des prix forfaitaires portés à l'acte d'engagement.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, celles-ci seront rectifiées en respectant le montant de l'offre portée à l'acte d'engagement. Dans le cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les prix forfaitaires du marché sont établis hors TVA, leur contenu est conforme à l'article 10.1 du CCAG travaux.

L'entreprise est réputée, avant la remise de son offre :

- avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- avoir procédé à une visite détaillée des bâtiments et du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc...), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc...), avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près de l'architecte, du contrôleur technique, du coordinateur SPS.

Ce prix comprend tous les frais et dépenses de toute nature à engager pour l'étude et la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, les charges financières relatives aux exigences du contrôleur technique, l'obtention des consuels, des « certificats

gaz », l'essai des équipements tels que prévus aux avis techniques et au CCTP et les frais de compte interentreprises, et ne saurait être modifié pour quelque cause que ce soit.

Le prix comprend également les études, notes de calcul et plans nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage.

Les prix comprennent, le cas échéant, tous les frais qu'ils soient administratifs ou de pilotage, ordonnancement et coordination impliqués par les éventuels travaux co traités et/ou sous-traités.

3.5 : Variation des prix

Les prix des marchés sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'établissement du prix initial. Il s'agit du mois de calendrier qui précède celui de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisibles par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times (0,15 + 0,85 I/I0)$$

Dans laquelle:

P = Prix révisé

P0..... = Prix valeur mois zéro (hors T.V.A.)

I et I0..... = Valeurs prises par l'index de référence

L'indice à prendre en compte pour la révision des prix du marché est :

Lot 01: BT01

L'index pris en compte pour la révision des prix est celui correspondant au mois de réalisation des prestations concernées.

Si lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, la révision sera déterminée provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés.

3.6 : Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date de la réalisation des travaux.

3.7 : Paiement et établissement des acomptes

Conformément à l'article 13 du CCAG travaux, les modalités de règlement des comptes sont les suivantes :

- Demandes de paiement mensuelles :

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 14.1 du CCAG travaux s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Lorsque des réfections ont été fixées par application du CCAG Travaux, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

1. Travaux et autres prestations du marché ;
2. Approvisionnements ;
3. Primes ;
4. Remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant, au titre de l'article 26.4 du CCAG Travaux.

Le montant des travaux est établi de la façon suivante :

Si le marché définit des phases d'exécution des travaux et s'il indique le montant du prix à régler à l'achèvement de chaque phase, le projet de décompte comprend :

-pour chaque phase exécutée, le montant correspondant ;

-pour chaque phase entreprise, une fraction du montant correspondant égale au pourcentage d'exécution des travaux de la phase, ce pourcentage résultant simplement d'une appréciation.

En dehors de ce cas, le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations. Les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage ; pour déterminer ce pourcentage, il est fait usage, si le maître d'œuvre l'exige, de la décomposition de prix définie à l'article 10.3.

Le montant des approvisionnements est établi en prenant en compte ceux qui sont constitués et non encore utilisés.

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire d'établir le projet de décompte mensuel suivant un modèle qu'il lui communique.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

-les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;

-le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;

-le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du CCAG Travaux, dont il demande le remboursement ;

-les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché.

Le titulaire envoie cette demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

- Acomptes mensuels :

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Le maître d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant de la TVA ;
- c) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- d) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- e) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- g) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et b ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes d et e et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes c, f et g.

Le maître d'œuvre notifie par ordre de service au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au représentant du pouvoir adjudicateur de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le représentant du pouvoir adjudicateur qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du pouvoir adjudicateur règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Commentaires :

Le délai global de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le maître d'œuvre, en application du Modifié par Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 - art. 14

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

- Demande de paiement final :

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 13.1.7 du CCAG Travaux s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Commentaires :

Dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées.

Le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG Travaux ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3.

Toutefois, s'il est fait application des dispositions de l'article 41.5 du CCAG Travaux, la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

S'il est fait application des dispositions de l'article 41.6 du CCAG Travaux, la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini à l'article 13.4

- Décompte général - Solde :

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

-le décompte final ;

-l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 13. 2. 1 du CCAG travaux pour les acomptes mensuels ;

-la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;

- trente jours à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Dans un délai de trente jours compté à partir de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché. La date de sa notification au pouvoir adjudicateur constitue le départ du délai de paiement.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 50 du CCAG Travaux.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 13.4.2 du CCAG Travaux, le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 13.3.1 du CCAG Travaux ;

- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 13.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels ;

- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de dix jours à compter de la réception de ces documents, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 13.4.3 du CCAG Travaux.

Si, dans ce délai de dix jours, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif. Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde. Le cas échéant, les révisions de prix sont calculées dans les conditions prévues à l'article 13.4.2 du CCAG Travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant du pouvoir adjudicateur dans le délai de trente jours fixé à l'article 13.4.3 du CCAG Travaux, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 50.1.1, le décompte général notifié par le représentant du pouvoir adjudicateur est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

- Règlement en cas d'entrepreneurs groupés :

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, ses membres étant payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

-indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant ;

-joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Le titulaire ou le mandataire est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés solidaires et sauf dans l'hypothèse où les paiements ne sont pas faits à un compte unique, le comptable assignataire du marché, auprès duquel est pratiquée une saisie-attribution contre un des entrepreneurs groupés, retient, sur les plus prochains mandats de paiement émis au titre du marché, l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-attribution a été faite.

Si l'éventualité ci-dessus survient ou si l'un des membres du groupement est défaillant, le membre du groupement en cause ne peut s'opposer à ce que les autres membres du groupement demandent au représentant du pouvoir adjudicateur que les paiements relatifs aux travaux qu'ils exécuteront postérieurement à ces demandes soient faits à un nouveau compte unique ouvert à leurs seuls noms.

3.8 : Règlement en cas de sous-traitants payés directement.

Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 - art. 14

Lorsqu'un sous - traitant est payé directement :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée dans le marché par le pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours précité si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

3.9 : Avances

Se conformer aux articles 110 à 113 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016

3.10 : Modification dans la masse des travaux

Les travaux demandés par le maître de l'ouvrage en cours de chantier et modifiant la masse ou la nature des travaux du marché, seront décomptés et réglés en plus et en moins au moyen des prix de la décomposition du prix global et forfaitaire. Ils feront l'objet d'un avenant.

ARTICLE 4 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Se conformer aux articles 122 à 124 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE

Se conformer aux articles 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 6 - GARANTIE

La période de garantie est fixée à 1 année à compter de la date de réception des ouvrages.

ARTICLE 7 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1 : Période de préparation

Une période de préparation d'une durée d'un mois est prévue.

Cette période de préparation permet :

- De mettre au point les modalités d'exécution des travaux. L'entreprise établira les plans techniques, afin qu'ils puissent être validés par le maître d'œuvre, les bureaux d'études avant tout démarrage de chantier. L'installation de chantier sera effectuée durant cette phase. Les modalités d'accueil des personnels seront clairement définies, les PPSPS seront établis, les autorisations diverses seront demandées.
- De permettre la mise au point technique du projet. L'entreprise présentera l'ensemble des échantillons ainsi que les avis techniques correspondants. Il sera procédé à une lecture concertée des marchés avec chaque entreprise, notamment les sous-traitants, afin que chacun ait effectivement connaissance des prestations qu'il s'est engagé à fournir.
- D'effectuer une coordination en amont entre les entreprises. Chacune des entreprises s'informerait des tâches à réaliser par les autres, prendra connaissance des modes opératoires, des interfaces et repérera à l'avance les points pouvant entraîner des problèmes de qualité et de finition.
- De mettre au point l'organisation du chantier et les modalités de communication entre les intervenants. Les différents acteurs du chantier, seront clairement identifiés ainsi que leurs rôles, les uns par rapport aux autres.
- De s'assurer des approvisionnements. Les moyens de stockage et de manutention seront précisés afin de garder aux fournitures leurs qualités contrôlées lors de la livraison. L'entreprise vérifiera auprès de ses fournisseurs les délais et les quantités disponibles, afin qu'il n'y ait pas de retard ou de rupture d'approvisionnement.
- De préciser les attentes en matière de management de la Qualité et les règles générales applicables en matière de traitement des non-conformités (acceptation en l'état, démolition, rebut, réparation).
- De préciser comment seront stockés et envoyés en décharge les déchets, gravois et autres matériaux, en conformité avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur.
- De faire connaître au personnel les tâches à réaliser. Les entreprises se donneront les moyens d'informer à l'avance leur personnel sur les caractéristiques du chantier et sur les tâches précises qui seront à réaliser
- De former et de sensibiliser à la qualité l'ensemble du personnel de l'entreprise afin d'assurer la qualité et son contrôle à tous les niveaux du processus de construction.
- De mener une campagne d'information des riverains pour ne pas trop perturber l'accès aux logements. Le chef de chantier sera responsable de la communication sur le chantier pour informer à tout moment des événements qui pourraient se produire sur le site.

A l'issue de la période de préparation, le calendrier d'exécution deviendra contractuel et les délais arrêtés seront scrupuleusement respectés.

7.2 : Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature de l'étendue des obligations qui incombent au titulaire sont fixées par le code du travail. L'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour s'y conformer.

Il s'assurera également que les sous-traitants éventuels respectent les dispositions réglementaires.

Un coordinateur SPS est en cours de désignation par le pouvoir adjudicateur (cf. article 1.6 du présent document).

7.3 : Protections diverses

L'entrepreneur titulaire devra prendre toutes dispositions pour protéger les accès et baliser le chantier. Pendant les travaux, toutes précautions seront prises afin de ne porter atteinte en aucune manière aux existants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux.

7.4 : Protection des ouvrages et des personnes

Pendant toute la durée des travaux, les entrepreneurs sont responsables de la conservation et du maintien en bon état des installations de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne sur ou aux abords du chantier.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le maître d'ouvrage.

7.5 : Rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier seront fixés par le maître d'œuvre, dès le commencement des travaux.

Les entrepreneurs ne pourront se faire représenter qu'avec l'accord de la maîtrise d'œuvre, leur représentant qualifié devra posséder les connaissances nécessaires et disposer de pouvoirs lui permettant de prendre, aux nom et place de l'entrepreneur empêché, toutes décisions utiles et de donner au personnel les ordres conséquents.

L'absence d'un entrepreneur aux rendez-vous de chantier ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, entraîne la responsabilité pleine et entière de cet entrepreneur pour les erreurs ou les malfaçons qui résulteraient de cette défaillance ; ainsi que l'application de pénalités conformément à l'article 9 du présent document.

Les comptes rendus de chantier seront établis par le maître d'œuvre et diffusés aux entrepreneurs concernés.

ARTICLE 8 - DELAI D'EXECUTION

8.1 : Délai d'exécution

Le délai global de déroulement du chantier est fixé à 13.5 mois (+ 1 mois de préparation) conformément au planning transmis dans le présent dossier de consultation.

La durée de la période de préparation est fixée à un mois. Elle est incluse dans le délai d'exécution global.

Les semaines de congé payé et les périodes de vacances scolaires sont incluses dans le délai d'exécution global et ne pourront constituer de délai supplémentaire.

Les délais commencent à courir à compter de la délivrance des ordres de service prescrivant leur commencement.

8.2 : Prolongation des délais

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du C.C.A.G. travaux, le nombre de journées d'intempéries réputés prévisibles est de DIX (10) JOURS.

Le délai d'exécution pourra être prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite enregistrée au Centre Météorologique de LILLE-LESQUIN :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
<i>Vitesse du vent</i>	<i>50 km/heure</i>
<i>Température à 5h00 du matin</i>	<i>- 5° / 0° C dans l'air et ou le sol pendant le déroulement des plantations</i>
<i>Précipitations journalières</i>	<i>3 cm pendant 15 jours consécutifs</i>

Le titulaire fournira dans un délai de QUINZE (15) JOURS au maître d'œuvre les relevés de la station météorologique de LILLE-LESQUIN sur lesquels seront appréciés les phénomènes en question.

Les journées d'intempéries demandées par le titulaire seront consignées sur un carnet quotidiennement et soumises à l'approbation du maître d'œuvre aux réunions hebdomadaires.

Seules les intempéries acceptées par le maître d'œuvre modifieront éventuellement le délai d'exécution du nombre de jours en plus ou en moins par rapport à la prévision.

Cette prolongation de délai sera notifiée par le maître d'œuvre au titulaire.

8.3 : Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG travaux, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et le dossier d'intervention ultérieure sur ouvrages (DIUO) devront être transmis au pouvoir adjudicateur dans le mois suivant la notification de la décision de réception des travaux.

En complément audit article 40, à défaut de remise du DOE et du DIUO dans les délais, une retenue de 10 % du montant des paiements restant à effectuer sera opérée et des pénalités seront appliquées conformément à l'article 9 ci-dessous.

ARTICLE 9 – PENALITES

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux, les pénalités suivantes sont applicables :

- Retard dans la régularisation de la situation d'un sous-traitant : 200 € par jour de retard
- Retard dans la remise de documents demandés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage : 1/10 000^{ème} du montant initial du marché jusqu'à production des documents
- Absence non excusée d'avance aux réunions de chantier et constatée par le compte-rendu : 200 €
- Retard dans l'exécution d'une disposition arrêtée au cours d'une réunion de chantier : 200 € par jour calendaire de retard
- Retard dans l'exécution des travaux conformément au planning : 250 € par jour calendaire de retard
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, ...) : 300 € par jour calendaire de retard
- Non respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier : 300 € par infraction constatée

- Dépôt de matériaux, terres, gravats en dehors des zones prescrites : 300 € par infraction constatée
- Retard dans le nettoyage de chantier : 300 € par jour calendaire
- Retard dans le nettoyage des voies publiques : 750 € par jour calendaire
- Conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail, des pénalités peuvent être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5.

L'exonération des pénalités de retard prévue à l'article 20.4 du CCAG travaux ne s'applique pas.

ARTICLE 10 - RECEPTION

Les opérations de réception des travaux seront effectuées conformément aux dispositions du CCAG Travaux.

ARTICLE 11 - PROPRIETES INDUSTRIELLES ET INTELLECTUELLES

Il appartiendra au titulaire de garantir le maître d'ouvrage sur les droits d'utilisation des procédés techniques, matériaux et matériels mis en œuvre pour l'exécution des prestations de son marché.

ARTICLE 12 - RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions des articles 45 et suivants du CCAG Travaux.

ARTICLE 13 - ASSURANCES

Pièce demandée à la présentation de la candidature (cf art 4 du Règlement de la Consultation).

Le maître d'ouvrage pourra, à tout moment, demander aux entrepreneurs de justifier le paiement des primes afférentes aux assurances.

ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 20 du CCAG travaux.

Lu et accepté par le titulaire
A . , le

A Calais, le
Le pouvoir adjudicateur